Les excédents ou résultats nets de la Régie sont affectés par décision conjointe des Ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Education, de la Jeunesse et des Sports.

Ces excédents sont destinés à financer des programmes de promotion de l'élevage du cheval et des sports.

En outre, il doit être établi chaque année un compte d'exploitation générale faisant ressortir le résultat de la gestion du Parti-Mutuel au titre de l'exercice écoulé. Ce compte doit être soumis au Ministre des Finances avant le 31 décembre de l'année suivant celle à laquelle il se rapporte.

Art. 7. — Toutes les opérations de dépouillement et manipulations essentielles des tickets de jeux sont effectuées sous le contrôle et en la présence effective d'un Commissaire au Parti-Mutuel et de deux Commissaires adjoints désignés par arrêté du Ministre des Finances.

Art. 8. — Le Secrétaire Général arrête le règlement de salaires des employés de la Régie du Parti-Mutuel et le soumet à l'approbation du Ministre des Finances. Lorsque des agents de l'Etat prêtent accessoirement leurs concours à la Régie, le Ministre des Finances fixe les avantages qui peuvent leur être consentis.

Art. 9. — Avant toute répartition revenant aux parieurs et après déduction de 2 % au profit du Trésor, il est effectué un prélèvement général de 20 % sur la masse des sommes engagées au pari-mutuel sur l'hippodrome et un prélèvement général de 30 % sur la masse des sommes engagées au pari-mutuel urbain pour tous les paris autres que le « ticket-bleu ».

Art. 10. — Les bénéfices bruts dégagés par le pari du « ticket-bleu » et les prélèvements prévus à l'article 9 ci-dessus sont affectés par arrêté conjoint des Ministres des Finances et de l'Agriculture.

Art. 11. — Le produit des tickets impayés et les différences sur millimes reviennent à l'Etat.

Art. 12. — Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret et notamment les décrets susvisés n° 69-99 du 18 mars 1969 et n° 70-25 du 19 janvier 1970

Art. 13. — Les Ministres des Finances, de l'Agriculture et de l'Education, de la Jeunesse et des Sports sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel de la République Tunisienne*.

Fait à Tunis, le 26 mai 1970

P. Le Président de la République Tunisienne :
et par délégation,

Le Premier Ministre

BAHI LADGHAM

NOMINATION

Par décret n° 70-179 du 26 mai 1970 :

Monsieur Hédi Saheb-Ettaba est nommé Directeur Général de la Société des Courses.

PARI-MUTUEL

Arrêté des Ministres des Finances et de l'Agriculture du 26 mai 1970, portant affectation des prélèvements opérés sur les sommes engagées au Pari-Mutuel.

Les Ministres des Finances et de l'Agriculture ;

Vu le décret N° 70-177 du 26 mai 1970, portant création et organisation de la Société des Courses ;

Vu le décret N° 70-178 du 26 mai 1970, portant réorganisation de la Régie du Pari-Mutuel et notamment son article 10 ;

Vu l'arrêté du 19 janvier 1970, portant affectation des prélèvements opérés sur les sommes engagées au Pari-Mutuel ;

Arrêtent :

ARTICLE PREMIER. — Le prélèvement général de 20% prévu à l'article 9 du décret susvisé n° 70-178 du 26 mai 1970 effectué sur la masse des sommes engagées au Pari-Mutuel sur l'hippodrome est réparti comme suit :

- 8% au profit du Comité National de la Solidarité Sociale ;
- 10% au profit de la Société des Courses pour la réalisation des missions à elle confiées par le décret susvisé n° 70-177 du 26 mai 1970 ;
- 2% au profit de la Régie du Pari-Mutuel.

ART. 2. — Le prélèvement général de 30%, prévu à l'article 9 du décret susvisé n° 70-178 du 26 mai 1970 effectué sur la masse des sommes engagées au Pari-Mutuel urbain pour tous les paris autres que le « Ticket bleu » est réparti comme suit :

- 9% au profit du Comité National de la Solidarité Sociale ;
- 10% au profit de la Société des Courses pour la réalisation des missions à elle confiées par le décret susvisé n° 70-177 du 26 mai 1970 ;
- 4,5% au profit de l'Office de l'Elevage et des Pâturages ;
- 4,5% pour le développement du sport ;
- le reste au profit de la Régie du Pari-Mutuel.

ART. 3. — Les bénéfices bruts laissés par le pari du « ticket bleu » sont répartis comme suit :

- 9% au profit du Comité National de la Solidarité Sociale ;
- 50% au profit de la Société des Courses ;
- 2% au profit du Trésor ;
- 39% au profit de la Régie du Pari-Mutuel.

ART. 4. — Le montant des prélèvements en faveur du Comité National de la Solidarité Sociale et du Trésor ainsi que le produit des tickets impayés et des différences sur millimes seront versés tous les 15 jours à la Caisse du Trésorier Général de Tunisie.

Un bordereau distinct établi par le Secrétaire Général du Pari-Mutuel et visé par l'agent comptable central sera remis à l'appui de chaque versement.

Les prélèvements au profit de la Société des Courses et de l'Office de l'Elevage et de Pâturages sont versés à la Trésorerie Générale de Tunisie aux comptes courants administratifs ouverts dans ses écritures au nom de ces organismes.

ART. 5. — Toutes dispositions antérieures contraires au présent arrêté sont abrogées et notamment celles de l'arrêté susvisé du 19 janvier 1970.

Tunis, le 26 mai 1970

Le Ministre de l'Agriculture

Le Ministre des Finances

ABDALLAH FARHAT

ABDERRAZAK RASSAA

VU :

Le Premier Ministre,

BAHI LADGHAM